

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1510 - 12 juillet 1990 - 3,5 F

D 1510 EL SALVADOR: PROGRÈS DANS LA NÉGOCIATION GOUVERNEMENT-GUÉRILLA

Ouvertes par l'accord cadre de Genève du 4 avril 1990 (cf. DIAL D 1490) et sur la base de l'ordre du jour élaboré à Caracas le 21 mai suivant, les négociations ont sérieusement progressé à Oaxtepec, Mexique, du 19 au 25 juin. Ainsi en témoigne le communiqué final des Nations-Unies que nous reproduisons ci-dessous. La première partie du contentieux porte, pour le gouvernement, sur l'arrêt des combats et la démobilisation des guérilleros; et pour le Front Farabundo Martí (FMLN), sur le rééquilibrage politique de la société en mettant fin à l'emprise de l'armée qui a jusqu'à maintenant dicté sa loi aux politiques. C'est le sens de la guerre des communiqués entre l'armée et le FMLN à la veille des négociations, communiqués que nous reproduisons ci-dessous.

Note DIAL

1. Communiqué de presse de l'ONU (25 juin 1990)

Conformément à l'accord de Genève du 4 avril 1990, les commissions de négociation du gouvernement salvadorien et du Front Farabundo Marti de libération nationale se sont réunies à Oaxtepec, Mexique, du 19 au 25 juin 1990, avec la participation du représentant du secrétariat général des Nations-Unies. Comme convenu à Caracas le 21 mai 1990, elles ont abordé directement les matières qui doivent faire l'objet des accords politiques prévus, en atteignant ainsi le premier objectif: l'ouverture des négociations.

Au cours d'une intense journée qui a comporté des réunions directes et d'autres sous la médiation du représentant du secrétariat général, les commissions de négociation ont traité de façon détaillée et approfondie le premier point à l'ordre du jour, celui de la force armée; elles ont également procédé à un premier échange sur le deuxième point, celui des droits de l'homme.

Les deux parties sont conscientes de la difficulté inhérente au programme de la négociation, en particulier le premier point. Les discussions ne se sont pas encore soldées par des accords. Mais il existe un engagement réel d'y parvenir dans le cadre du calendrier arrêté à Caracas. Une évolution en ce sens s'est produite, qui est sans précédent dans l'histoire des contacts entre le gouvernement et le FMLN. Les progrès réalisés durant cette journée, complétés par les travaux qui seront menés d'ici à la prochaine table ronde, constituent une base significative pour une poursuite des négociations.

Les commissions de négociation se sont mises d'accord sur une nouvelle rencontre pour des négociations directes qui se tiendra entre le 20 et le 25 juillet, avec la participation du représentant du secrétaire général. D'ici là les travaux se poursuivront par les différents canaux prévus dans l'accord de Genève.

Les commissions de négociation et le représentant du secrétaire général remercient le gouvernement mexicain pour son hospitalité.

D 1510-1/3

2. Déclaration préalable de l'armée salvadorienne (20 juin 1990)

BULLETIN DE PRESSE N° 171

LA RÉUNION DU MEXIQUE ET LA POSITION DE LA FORCE ARMÉE

Au Mexique se tient actuellement la deuxième réunion entre la commission du gouvernement salvadorien et celle du FMLN. S'agissant d'un deuxième dialogue, on peut espérer en une avancée dans le sens de la paix, laquelle est l'objectif premier de ces réunions.

Pour sa part, en tant que composante importante du gouvernement de la République, la Force armée est prête à soutenir en tout point la position qu'adoptera le gouvernement du président Cristiani, étant donné que le premier objectif est la paix à laquelle aspire tellement le peuple salvadorien.

Il appartient maintenant à la direction du FMLN de faire ce qui lui revient. Elle doit décider de son comportement en fonction des réalités et courants démocratiques qui s'affirment désormais en Amérique latine et en Europe. Ce sont les mêmes auxquels aspire le peuple salvadorien.

Par ailleurs, concernant la réduction des armées - l'un des points abordés dans des cercles politiques d'Amérique centrale - il a été dit qu'El Salvador pouvait réduire ses effectifs militaires. Ce point devra être traité dans deux directions. Il appartient aux deux parties, le gouvernement et le FMLN, de parvenir à un accord à son sujet.

La Force armée d'El Salvador est prête à réduire ses effectifs, à condition que le FMLN renonce à ses opérations armées, dépose les armes et réintègre la vie démocratique de notre pays, comme cela s'est passé au Nicaragua.

Comme on le sait, l'armée sandiniste a décidé de réduire ses effectifs de 50%. Un accord en ce sens a été passé avec la présidente Violeta Chamorro et son gouvernement, après que les groupes rebelles aient déposé les armes pour réintégrer la lutte démocratique au Nicaragua.

La Force armée salvadorienne est de la même manière prête à réduire ses effectifs, comme elle le dit, si le FMLN adopte un comportement identique. C'est-à-dire qu'il abandonne le combat stérile dans lequel il s'est installé durant une décennie, et qu'il réintègre définitivement la vie démocratique et l'activité productive de notre pays.

Les Salvadoriens ont manifesté sous diverses formes leur refus des actions armées. Ils espèrent que les démarches actuelles dans le sens de la pacification du pays seront couronnées de succès, car c'est le désir de tous, et qu'El Salvador pourra définitivement vivre et travailler en paix.

3. Réplique du FMLN au communiqué de l'armée (22 juin 1990)

1. Alors que le FMLN fait des pas concrets et prend des positions claires qui prouvent sa disposition à faire tout ce qui est en son pouvoir pour parvenir à des accords viables, justes et réalistes sur l'épuration de la Force armée gouvernementale et la fin de son impunité, ainsi que sur la démilitarisation de la société salvadorienne, voilà que, à l'occasion de la négociation qui se tient au Mexique, la force armée émet le 20 juin un communiqué dans lequel, mis à part ses subterfuges, elle se déclare pratiquement opposée à ce que la négociation aille dans ce sens. Cette "position de la force armée" est en fait un désaveu de la commission gouvernementale de négociation. Elle constitue une vaine tentative de cacher le fait que le FMLN a apporté à la table des négociations des propositions concrètes sur le thème des forces armées, alors que le gouvernement ne présente ni propositions ni réponses, même s'il est disposé à négocier sans céder aux pressions de la commission de presse de la force armée.

2. La prise de position publique de la force armée gouvernementale est la réaffirmation par ses soins du fait que, dans le régime politique salvadorien actuel, la force armée constitue le vrai pouvoir et qu'elle n'est pas disposée à changer cette situation. Elle prend position par-dessus tout pouvoir civil, et manifeste qu'elle n'est pas disposée à une réduction de ses effectifs et à la démilitarisation. Il est évident qu'elle ne respectera pas les résultats de la négociation s'ils outrepassent les limites qu'elle a arbitrairement arrêtées. Cela montre une fois de plus la nécessité impérieuse d'une démilitarisation radicale et totale de la réalité politique salvadorienne comme condition première pour l'existence d'une démocratie réelle et pour une prédominance définitive de la société civile. Il faut pour cela la participation dynamique du peuple dans son ensemble, de façon à mettre fin à l'attitude d'intransigeance militariste. Il est nécessaire d'intégrer tous les secteurs sociaux dans la bataille de la démilitarisation et de la vraie démocratie.

3. Ce communiqué de la force armée fait partie d'une campagne organisée par le gouvernement Cristiani, le haut commandement militaire et l'ambassade nord-américaine pour faire pression sur le Congrès des Etats-Unis qui débat sur la réduction de l'aide au gouvernement salvadorien. Après avoir manipulé les faits il cherche à occulter le caractère inflexible de sa position et à rejeter sur le FMLN la responsabilité de l'escalade militariste que la force armée encourage en parlant d'une possible offensive militaire de la guérilla. En pratique, parallèlement aux négociations du Mexique, la force armée déclenche une vaste opération militaire dans les départements de San Salvador, de Cuscatlán, de Cabañas, de Chalatenango, de San Vicente et dans l'est du pays avec la participation de bataillons d'élite, de brigades et de détachements. Face à cette situation le FMLN réaffirme son droit légitime à riposter pour s'opposer aux visées militaristes de la force armée.

4. La force armée déclare qu'elle est disposée à réduire ses effectifs à condition que le FMLN dépose les armes, en prenant comme argument le récent désarmement de la *contra* du Nicaragua. C'est le signe du désarroi du haut commandement car il sait que la situation en El Salvador est très différente et qu'elle a des causes propres; il a peur du fait qu'en El Salvador, à la différence du Nicaragua, ce sont deux parties bien caractérisées qui négocient directement autour de la table: le gouvernement d'El Salvador et le FMLN.

5. L'heure est venue en El Salvador où, après dix années d'une guerre cruelle, tous les secteurs sociaux et toutes les forces politiques doivent faire tous leurs efforts pour parvenir à une solution politique négociée, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives politiques. C'est l'heure pour la force armée de reconnaître que cette solution suppose un changement dramatique dans le rôle politique qu'elle a joué en dictant sa loi aux organes de l'Etat et en mettant la société civile sous sa coupe. Nous sommes entrés dans une nouvelle période qui doit voir la démilitarisation totale du pays.

6. Pour finir, face à notre peuple auquel nous nous devons, face à l'opinion internationale et face à nos ennemis tant politiques que militaires, en toute responsabilité et franchise, nous faisons savoir qu'il n'y aura pas de démobilisation des forces militaires du FMLN sans une démilitarisation véritable, totale et vérifiable de la vie politique dans la société salvadorienne. Si nous prenons cette position c'est pour avoir la garantie d'une vraie démocratie en El Salvador, c'est-à-dire la possibilité pour l'ensemble du peuple, sans discrimination et sans pressions d'aucune sorte, de choisir pacifiquement et souverainement le type d'ordre social convenant le mieux à ses intérêts. L'heure est venue de la fin de la longue nuit de la prédominance militaire sur la société salvadorienne. Le jour nouveau se lève, celui du soleil de la vraie démocratie faisant fructifier la paix dans la justice sociale, au bénéfice de tous les Salvadoriens.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441